

juin 2013 N° 58

Editorial

Dessine-moi un réchauffement climatique

Qui dit adaptation au changement climatique sous nos cieux doit encore faire preuve d'imagination, même si l'on croit observer un dérèglement de nos saisons: un hiver sans fin quand il n'est pas trop doux, un printemps pluvieux et froid, quand ce n'est pas l'été qui nous parait pourri… Dommage pour les balades en montagne, les grillades entre amis et les soirées sous les tonnelles. On râle, mais tout compte fait, les calamités annoncées par le rapport du GIEC* sont encore bien loin de notre réalité.

Il n'en va pas de même pour de nombreuses personnes qui vivent dans des régions où le changement climatique-phénomène en grande partie causé par l'activité humaine et notamment par nos sociétés du Nord -, et surtout ses conséquences, font partie du quotidien. En Amérique centrale, les catastrophes naturelles,- sécheresses, inondations, ouragans, tremblements de terre, etc.-, on connait. Ce qui est nouveau depuis quelques années, c'est l'accroissement de la quantité et de l'intensité de ces phénomènes. Et l'accroissement du nombre de personnes qui en souffrent. Le réchauffement climatique et ses conséquences rendent encore plus vulnérables les populations qui vivent d'une économie de subsistance, appréhendant la vie au jour le jour.

La plupart des États sont ou seront dépassés. Pour répondre dès aujourd' hui à ce réchauffement climatique et mieux se préparer à ces conséquences, les ONG centraméricaines ont déjà intégré ce paramètre dans leur modèle de développement et ont établi des programmes et des stratégies où gestion des ressources, production alimentaire, hygiène, éducation et formation, sont interconnectés. Les maîtres mots sont se préparer, se protéger, s'adapter à l'inéluctable.

Pour ces ONG, il convient de penser global: améliorer la qualité de vie du plus grand nombre des Centraméricains en s'attaquant à la racine de la pauvreté grâce à un modèle de développement inclusif et durable. Il faut réduire, tant que faire se peut, les impacts des événements météorologiques extrêmes en protégeant les écosystèmes tels que les mangroves ou en reboisant et en respectant la biodiversité; il faut promouvoir une agriculture durable qui assure ainsi la sécurité alimentaire de la population la plus pauvre en promouvant une utilisation efficiente de l'eau, la réduction de pesticides et de fertilisants, ou la création de banques de semences locales; il faut aussi instaurer une gestion de l'eau plus responsable et remettre cette gestion aux mains des communautés; il faut développer de nouvelles technologies, normes et connaissances qui répondent de la façon la plus efficiente aux besoins des communautés; il faut aider ces communautés à s'organiser et à veiller sur elles-mêmes.

Et nous, quand est-ce qu'on va penser à s'adapter?

Béatrice Faidutti Lueber

*Groupe d'experts intergouvernementals sur l'évolution du climat

Sommaire



Photo: UNES

Amérique centrale

Le réchauffement climatique affecte l'existence des communautés côtières

L'organisation Voces Nuestras réalise «Radio Cayuco», une émission destinée aux communautés côtières d'Amérique centrale afin de les préparer aux effets du réchauffement climatique. Ce projet de sensibilisation fait partie d'un large programme «Manos a la Costa» - financé par l'Union européenne, – qui mise sur l'information comme moyen de lutter contre ce phénomène. Milena Berrocal est docteure en sciences environnementales et spécialiste du changement climatique à la Fondation pour la Paix et la démocratie (FUNPADEM), qui pilote «Manos a la Costa».


Photo: FUNPADEM

Pourquoi l'Amérique centrale est-elle particulièrement touchée par le changement climatique ?

On a défini de nombreuses zones vulnérables dans le monde. Cela tient beaucoup à l'indice de développement humain définit par le PNUD et au pouvoir de résilience des populations ou des pays. Mais en réalité, l'Amérique centrale est la zone tropicale la plus vulnérable aux effets du changement climatique. Parce que nous avons une mer et un océan (Mer des Caraïbes et Océan pacifique), les processus hydrométéorologiques nous affectent plus. C'est aussi dû aux gouvernements instables, à un niveau de pauvreté extrême élevé et à une dégradation rapide des ressources naturelles. Mais c'est surtout la faible implication des politiques dans les questions environnementales qui joue un rôle amplificateur. Le Nicaragua ou certaines régions du Salvador par exemple sont beaucoup plus vulnérables que le Costa Rica ou le Panama, qui ont des lois plus avancées et une meilleure situation économique pour se remettre en cas de catastrophe.


Photo: N. Rojas, Voces Nuetras

Dans quelle mesure les populations d'Amérique centrale sont-elles responsables du réchauffement climatique ?

Les communautés qui vivent sur les côtes se déplacent en bateau, utilisant ainsi beaucoup d'essence. De plus, culturellement, les gens cuisinent au bois, qui, en brûlant produit du bioxyde et du monoxyde de carbone. Une famille utilise en moyenne 500 m^3 par année. En plus, ils coupent souvent le bois directement dans la mangrove, alors que l'on sait que la mangrove capture quatre fois plus de monoxyde de carbone qu'une forêt primaire. Ce problème peut être facilement limité grâce à des cuisines toutes simples de boue et de sable, qui permettent d'économiser jusqu'à trois quart du bois. Malgré cela, l'Amérique centrale ne contribue qu'à un 0,5% des émissions de gaz à effet de serre.

Comment les habitants des côtes sont-ils affectés par ces changements ?

L'impact que génère le réchauffement climatique sur les communautés est drastique et affecte l'ensemble de leur existence. Nous avons l'habitude de voir ces effets à travers quatre axes transversaux: l'eau, la santé publique, la gestion des risques et la sécurité alimentaire. Imaginons que vous être membre d'une communauté côtière, dans un village pauvre. Une tempête tropicale détruit en grande partie votre maison. Non seulement, vous n'avez pas les moyens de la reconstruire, mais en plus, en raison de la montée des eaux, le puits s'est rempli d'eau salée. Vous ne disposez donc plus d'habitat ni d'accès à l'eau potable, qui sont deux éléments intimement liés à la santé publique: les risques de maladie augmentent et vous devenez un individu avec un profil épidémiologique complexe. Si là-dessus survient une autre tempête tropicale ou une époque de sécheresse, vous ne pouvez plus y faire face.

Ce qu'il peut se produire aussi, c'est que la saison des pluies arrive tardivement et que les semences ne germent pas. Ou que la sécheresse se prolonge, ou encore que, au milieu de la récolte, une tempête viennent détruire le maïs, les haricots ou le riz. Cela, évidemment, affecte gravement la sécurité alimentaire.

Quelles recommandations faites-vous pour prévenir les effets du réchauffement ?

La gestion des risques est un élément clé. Ce n'est pas un mythe: il est scientifiquement prouvé que les tempêtes tropicales et les ouragans ont augmenté. Ce qu'il faut faire en priorité, c'est travailler sur l'organisation communale, en sensibilisant et en formant les leaders, par exemple. Ainsi, les habitants peuvent s'organiser, désigner des responsables pour surveiller le cours des rivières et le niveau des eaux. Avec une meilleure organisation, ils ont aussi une plus grande capacité d'exiger une intervention de l'Etat, par exemple pour élever les maisons, les reculer par rapport à la rive, ou construire des systèmes de drainage.

En fin de compte, vous dites que la responsabilité de répondre aux changements repose sur les communautés.

Souvent, nous savons très bien quels sont nos droits en tant que citoyens. Mais nous ne connaissons pas, ou ne voulons pas reconnaître nos devoirs. Au Costa Rica, par exemple, nous avons tendance à attendre que le gouvernement résolve les problèmes et, s'il ne le fait pas, alors c'est un mauvais gouvernement. Pour changer cela, il faut beaucoup travailler sur l'éducation et la communication. Les enfants sont un grand vecteur de changement, et le fait de les sensibiliser à un effet multiplicateur, surtout dans de petites communautés côtières. Nous devons apprendre à voir l'écosystème non pas comme un supermarché, mais comme un allié, et être conscient que c'est à nous qu'il revient d'en prendre soin.

Propos recueillis par Anouk Henry

ODESAR face au changement climatique

Les conséquences néfastes du réchauffement climatique, associées à l'émission de gaz à effet de serre, sont connues et avérées dans les pays d'Amérique centrale. Elles représentent une réelle menace pour les sociétés compte tenu de leurs multiples impacts négatifs, sur la production agricole notamment. Au Nicaragua, l'un des pays les plus vulnérables de par sa pauvreté et sa situation géographique, l'ONG ODESAR travaille quotidiennement à préparer les petits paysans à faire face aux répercussions de ce changement.

Le réchauffement climatique exacerbe des phénomènes climatiques existants. La sécheresse, par exemple, entraîne une perte partielle, voire totale, des récoltes, la baisse de la qualité de celles-ci, l'apparition de parasites ainsi que la diminution de semences. Les incendies augmentent, la fertilité du sol diminue et les terrains sont touchés par l'érosion hydrique. L'excès de pluie peut provoquer de son côté l'apparition de contaminations des cultures qui risquent alors de ravager la récolte. L'impact des précipitations sur les infrastructures – effondrement de terrain, ponts emportés, silos inondés - affecte le transport et le stockage des récoltes.
Dans ce contexte, ODESAR étend ses actions sur huit des treize municipalités du département de Matagalpa. Situé au centre du Nicaragua, ce territoire dépend fortement de l'agriculture. ODESAR travaille notamment dans les municipalités du bassin versant du Rio Grande de Matagalpa, l'un des principaux cours d'eau du pays. Ces municipalités ont déjà été affectées, à plusieurs reprises, par des précipitations extrêmes. L'ouragan Mitch, en 1998, en est l'exemple le plus violent.
La population est composée majoritairement de paysan-ne-s pauvres cultivant le haricot et le maïs. Les plus vulnérables sont ceux qui disposent de peu ou aucune terre à cultiver. Ils se retrouvent isolés et vivant de ce que l'on appelle l'agriculture de subsistance. Au Nicaragua, un tiers des producteurs seraient des paysans pratiquant ce type d'agriculture. La pauvreté, le manque d'infrastructures, d'accès au marché et à l'information les empêchent de faire face aux conséquences négatives du changement climatique.

Un modèle d'agriculture durable
Pour faire face à cette problématique, ODESAR promeut le modèle d'une agriculture durable qui ne dépend pas du pétrole, multifonctionnelle et avec un faible impact environnemental. Une agriculture qui préserve les écosystèmes existants tout en assurant une bonne productivité. Conscient que cela ne suffit pas, ODESAR développe aussi la mise en place d'une organisation sociale capable de partager des solutions et de résister aux multinationales en promouvant le marché local.
Il s'agit de répondre au changement climatique par un modèle alternatif de production durable adapté aux familles pauvres. Ce modèle permet de mieux affronter les catastrophes naturelles et de se remettre plus rapidement de celles-ci: La production est diversifiée, des engrais d'origine organique sont employés et la production animale est favorisée par la plantation d'arbres et de plantes sylvicoles.

ODESAR applique ce modèle dans le cadre de projets de développement intégral. Dans cette organisation, une problématique se traite rarement seule, d'où le terme de développement intégral. Un travail de prévention sur l'agriculture durable sera, par exemple, accompagné de séminaires abordant tant la sécurité alimentaire que les problématiques hommes/femmes. La construction d'habitations et de centre de formations au bénéfice des paysan-ne-s investies dans ces activités est aussi un exemple d'actions faisant partie intégrante de ces programmes.





Photos: ODESAR

La stratégie d'ODESAR
C'est dans une politique de responsabilisations des bénéficiaires que ODESAR inscrit ses actions en réponse au changement climatique. Celles-ci se répartissent selon trois axes que sont la création/renforcement d'infrastructures, l'adaptation au contexte et la prévention/formation.
La création et le renforcement d'infrastructures permettent la mise en pratique de la théorie transmise aux bénéficiaires. Les problématiques traitées sont liées à l'adduction, le stockage et le filtrage de l'eau, à la protection du sol et au développement des cultures. L'équipe chargée de la construction de ces infrastructures travaille de concert avec l'équipe chargée de la formation.

Cette dernière assiste à la création de systèmes de récoltes et de filtrage d'eaux pluviales - exemple: réservoirs, filtres réalisés à base de pneus récupérés - et de systèmes d'arrosage gravitaire. Des barrières naturelles pour lutter contre l'érosion des sols sont mises en place. De nouvelles cul-

tures, individuelles ou communautaires, d'arbres fruitiers, de plantes sylvicoles, de café et de cacao sont développées. On intègre les enfants et les adolescents au processus, en promouvant le jardinage dans les écoles.

Le changement climatique est un fait. Les paysan-ne-s doivent prendre conscience qu'ils doivent s'adapter à ce contexte. L'objectif est de changer leurs habitudes par un travail alliant formation et actions concrètes. Hormis un travail important de reforestation, les agriculteurs élaborent, de manière artisanale, des engrais d'origine organique – compost - et de l'insecticide naturel. ODESAR leur enseigne également la lombriculture - élevage de lombrics destinés à la production de terreau -. Les familles, organisées ou non, reçoivent des graines de maïs natif. Elles produisent de façon durable, plusieurs types de graines: salade, oignons, poivrons, tomates, concombres et radis entre autres. Cette variété leur permet de produire de manière échelonnée sur toute l'année, et ainsi, s'assurer une autosuffisance alimentaire.

Certains messages de prévention sont largement diffusés à l'aide d'affiches. Les incendies volontaires par exemple, très courants dans les municipalités bénéficiaires, ont diminué suite à un important travail de prévention. Ces incendies éliminent les nutriments contenus dans le sol et rendent celui-ci vulnérable à l'érosion hydrique. Les agriculteurs, conscients des effets néfastes d'un tel geste, ont changé leurs habitudes.

Les leaders, des acteurs cruciaux

Un bon travail de prévention assure la viabilité des projets sur le long terme. Pour y arriver, ODESAR mise sur la formation de leaders au sein des communautés bénéficiaires. Les sujets traités sont divers: changement climatique, agriculture durable, gestion des risques, commercialisation paysanne, organisation communautaire et recyclage. Des intervenants internationaux sont invités ponctuellement. En 2012, des séminaires sur la permaculture et l'agriculture bio-intensive ont été donnés par des experts cubain et mexicain. Les leaders assurent ensuite la diffusion de ces informations, ce qui leur confère une grande responsabilité. Fin 2012, on en comptait 225 (120 femmes et 105 hommes). Ces leaders sont à même de soumettre des demandes aux autorités municipales. Ils participent aux forums régionaux et nationaux afin d'échanger leurs expériences respectives avec d'autres acteurs.

De par leur méthode et leurs compétences pluridisciplinaires, les organisations comme ODESAR sont des acteurs locaux indispensables au développement de la région. Leurs actions, inscrites sur le long terme, revêtent une importance capitale dans ce type de contexte. En mettant à disposition des paysan-ne-s pauvres les infrastructures et les connaissances nécessaires, ODESAR lance une dynamique. Cette dynamique est insufflée aux leaders locaux et aux responsables des municipalités bénéficiaires. Ces personnes sont, durant et après le projet, garantes de la transmission et de l'évolution de ces connaissances. Elles sont également responsables de la maintenance des infrastructures mises à disposition. En reprenant le flambeau, elles reprennent également leur avenir en main.

Diego Prieto Merino

Salvador

L'extraction minière, une industrie très polluante

Angel María Ibarra Turcío, dit «El Doctor» est, depuis 1994, le président de l'Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES, fondée en 1987). Médecin salvadorien, intellectuel engagé dans la guérilla durant la guerre civile, il fut emprisonné avant de s'exiler au Guatemala puis en Espagne, où il a étudié et s'est forgé sa conviction de défenseur de l'environnement. C'est dans cette lutte en faveur de la protection de l'environnement qu'il s'est investi depuis son retour au pays. El Doctor, c'est la figure publique de la UNES, une forte personnalité à la tête d'une organisation qui n'hésite pas à dénoncer haut et fort des scandales qui portent atteinte à la Nature et aux droits humains[1].

Pourquoi parlons-nous tant de l'industrie minière dans l'actualité ?

Depuis quelques années, le Salvador, et l'Amérique latine en général, souffrent de ce qu'on pourrait appeler une «rechute» de la fièvre de l'or. De nombreuses entreprises, particulièrement nord-américaines ou canadiennes, désirent exploiter, sans aucun scrupule, les ressources naturelles non-renouvelables et les minéraux précieux qui se trouvent dans cette région.

Quel est l'historique de l'exploitation minière au Salvador ?

Au cours des huit dernières années, plus de 50 entreprises ont déposé des demandes de permis de prospection ou d'extraction auprès du gouvernement salvadorien. Les deux minerais présents au Salvador, sont l'or et l'argent. On les trouve principalement dans la partie nord du pays, dans les départements de Chalatenango et de Cabañas, une région intégrée à une



Photo: UNES

chaîne montagneuse traversant les divers pays d'Amérique centrale et que les entreprises appellent la «ceinture d'or» en raison de sa richesse supposée en minerai jaune. La hausse du cours des métaux précieux et non précieux sur le marché international ces dernières années a renforcé la pression à laquelle sont soumises la région méso-américaine et l'Amérique du sud. Quand les entreprises ont commencé à s'intéresser au Salvador, l'once valait environ 400$. Elle en vaut aujourd'hui plus de 1500$.

Y'a-t-il déjà eu une exploitation de ces ressources ?

Dans les années nonante, l'entreprise américaine Commerce Group exploitait une mine dans l'est du pays appelée mine de «San Sebastián», qu'elle a abandonnée en 1999. Ils sont partis en laissant une zone contaminée par des taux de cyanure 10 fois supérieurs au taux autorisé et en ayant provoqué une acidification massive de la zone et du Rio San Sebastián, dont les eaux coulent maintenant d'une couleur marron. Même les roches ont pris une teinte bleue dûe au Cyanure. L'entreprise s'est fait retirer son permis d'exploitation. Cependant, avec la montée des cours, elle a récemment voulu revenir pour reprendre l'exploitation redevenue rentable. Elle demande maintenant au gouvernement salvadorien 100 millions de dollars de compensation pour la violation des accords de libre-échange avec les Etats-Unis. De la même manière, la compagnie canadienne Pacific Rim demande auprès d'un tribunal de protection des investissements de la Banque Mondiale, situé à Washington 315 millions de dollars de compensation pour n'avoir pas obtenu le permis d'exploitation. C'est un chantage auquel est soumis le pays en entier, à qui on retire le droit de régler ses conflits lui-même.

Quelle est la situation politique sur ce thème au Salvador ?

Le président actuel, Mauricio Funes, a promis, durant sa campagne de 2009, de suspendre les projets d'exploitation minière. La promesse a été tenue jusqu'à présent. Un projet de loi minière a été proposé au parlement en automne 2012, mais qui est resté en suspens jusqu'ici, en raison de l'opposition de la majorité des parlementaires, particulièrement de ceux des partis de droite ARENA et GANA. Il faut comprendre qu'au Salvador, les promesses d'emplois et de développement économique que font miroiter les entreprises minières contribuent à une bipolarisation de la société civile et politique. Il est difficile pour certaines personnes de comprendre que ces projets et leurs supposés bénéfices doivent être refusés: la contamination des sources et des rivières aura à la fin un coût environnemental et social bien plus grand pour la société toute entière par rapport aux emplois et impôts que promettent ces entreprises. Nous nous devons d'abandonner la vision à court-terme des gains et adopter une vision à long-terme.

Quelle est la relation de l'extraction minière avec l'eau ?

Cette industrie est une industrie très polluante, utilisant des métaux lourds pour l'extraction, des produits chimiques qui se retrouvent ensuite dans la nature. L'eau est une ressource très limitée au Salvador, disponible en quantité à peine suffisante pour garantir l'approvisionnement de la population. Nous ne pouvons pas nous permettre de contaminer nos sources. Un projet de loi générale de l'eau est en passe d'être adopté. Il avait été proposé depuis des années par la UNES, le Forum de l'eau et leurs partenaires. Cette loi stipule que l'eau est «un bien commun, limité, vulnérable et essentiel pour la vie humaine et les écosystèmes», et fait passer la consommation humaine de l'eau avant son utilisation industrielle. La priorité devant être accordée à l'accès à l'eau pour la population, cela nous permettra d'avoir une base légale sur laquelle nous appuyer pour impulser la loi minière et nous opposer aux projets d'exploitation.

J'ai entendu parler de problèmes relatifs à l'extraction minière au niveau régional, qu'en est-il exactement ?

Seul le Costa-Rica a réussi à faire passer une loi interdisant l'extraction minière. Plusieurs projets miniers de grande envergure sont en cours dans la région, particulièrement au Honduras et au Guatemala. Le projet qui soulève le plus de contestations au Salvador est celui du projet minier du Cerro Blanco, situé à 18 kilomètres seulement de la frontière salvadorienne, près de la ville de Santa Ana, au nord du pays. Bien que séparés par une frontière, nous partageons avec les Guatémaltèques un même écosystème, or cette exploitation menace de contaminer le rio Lempa, un fleuve qui est la source de plus de cinquante pour-cent de l'eau utilisée au Salvador. La société et le gouvernement salvadorien demandent l'abandon de ce projet au gouvernement du Guatemala et la UNES fait campagne depuis plusieurs mois en ce sens. Mais il est très difficile de demander à un autre pays de prendre de telles mesures si la même interdiction n'est pas appliquée chez nous. Nous devons donc nous efforcer d'abord, au niveau national, de créer un cadre légal qui nous permettra de refuser l'exploitation dans notre pays et ainsi d'avoir plus de force en matière de conflits transfrontaliers.

Concrètement, que fait la UNES?

La UNES est très active, principalement au travers de la «Mesa Frente a la Minería Metálica», une organisation qui regroupe communes et autorités politiques locales, organisations environnementales, sociales et religieuses qui a réussi, avec l'appui de l'opinion publique, à empêcher qu'une entreprise minière quelle qu'elle soit puisse commencer l'extraction au Salvador. L'exploitation minière verte n'existe pas d'un point de vue scientifique ou écologique. Ce mensonge fait partie d'un concept plus vaste d' «économie verte» qu'utilisent maintenant les entreprises multinationales pour justifier, et parer d'un aspect écologique, leurs projets d'exploitation. Nous devons continuer la lutte et la collaboration, au niveau local aussi bien que global pour protéger notre environnement et empêcher ces projets mortifères.

Comment la Suisse peut-elle vous aider ?

La UNES entretient une collaboration fructueuse avec la Suisse depuis une dizaine d'années notamment à travers son partenariat avec Eirene Suisse. Nous avons déjà accueilli plusieurs volontaires pour des projets d'appui institutionnel sur différents thèmes et enjeux nationaux. Nous avons dernièrement fait une demande pour un(e) hydrogéologue, une personne dont la présence et l'expertise technique permettra à la UNES d'acquérir de nouvelles compétences pour continuer son combat pour la protection de l'environnement.

Propos recueillis par Fabien Tosoni

Eirene Suisse fête ses 50 ans en 2013

Un programme de quatre ans cofinancé par Unité

Fin mars, Unité a accepté le programme quadriennal 2013-2016 d'Eirene Suisse. Ce programme permet à notre organisation de disposer d'une enveloppe financière garantie sur quatre ans. Ce mode de financement favorise une meilleure gestion des affectations et une plus grande autonomie d'action. Il est assorti d'une part d'une plus grande responsabilité vis-à-vis de l'utilisation des fonds. Et last but not least, la part maximale de co-financement de la DDC (coopération suisse) est réduite à 50% (au lieu de 75% précédemment).

Jusqu'à fin 2012, les organisations actives dans la coopération par échange de personnes et membres d'Unité se divisaient en deux groupes: les «grandes» (E-Changer, Interteam, BMI,...) qui bénéficiaient d'un programme direct avec la DDC et les «petites», dont Eirene Suisse – et GVOM avant la fusion – faisait partie. Les «petites» devaient présenter une demande spécifique pour chaque affectation à une commission ad hoc d'Unité, qui se chargeait du contrôle de ces activités pour le compte de la DDC.

En pratique, le système en place ne satisfaisait plus personne. Pour Eirene Suisse, cette structure de financement générait un gros travail bureaucratique et gênait le recrutement et la planification. De son côté, la DDC n'était pas non plus satisfaite, car le suivi et contrôle d'Unité au cas par cas ne favorisait pas la vue d'ensemble et n'incitait pas les «petites» organisations à structurer leurs actions de manière cohérente. Ainsi, pour la période 2013-2016, les «petites» organisations ont pu proposer un programme quadriennal à Unité qui le gère pour le compte de la DDC.

Eirene Suisse s'est investie pleinement pour concevoir son programme 2013-2016. L'élaboration a été réalisée au cours de toute l'année 2012 grâce à une large participation des différents organes et personnes appartenant à l'association, mais aussi avec l'appui de nos principaux partenaires. Des temps de consultation et de co-construction ont été aménagés. Le week-end annuel de septembre a, par exemple, été entièrement consacré à la construction de programmes par zone géographique avec l'appui d'un consultant externe. Silvia Schmassmann, membre du comité décédée accidentellement à la fin 2012, avait conduit ce processus de main de maître pour le compte du comité.
Le document final (disponible sur notre site web) contient tout d'abord une mise à jour de l'identité de l'association, de sa vision et de sa mission, articulé autour du slogan «construire la paix, promouvoir les droits humains».

Coup de projecteur sur le programme Amérique centrale:

Eirene Suisse mène de nombreux projets en Amérique centrale depuis une trentaine d'année. Les actions actuelles se focalisent autour:

- De l'accès des populations locales et notamment petits paysans et peuples indigèenes aux ressources naturelles et du respect accordé à ces ressources (FADCANIC, UNES, ODESAR).

- De l'amélioration de la cohabitation pacifique entre les communautés ethniques de la côte atlantique à travers la prise en compte des enjeux de cette région: gestion durable de l'environnement, éducation, place de la femme, désœuvrement de la jeunesse (FADCANIC, CEDEHCA, CEIMM, Muralismo).

- Du renforcement des droits et de l'attention prodiguée aux populations marginalisées par l'appui à des médias citoyens et communautaires et qui leur donnent la parole et les aident à revendiquer publiquement leurs droits (Voces Nuestras, UNES, Los Angelitos/ALGES, SJM).

Le fonctionnement interne d'Eirene Suisse a été adapté à cette nouvelle donne, avec la création d'une «commission projets» qui joue un rôle de vérification de la pertinence des affectations. A partir du bilan de la période 2010-2012, Eirene Suisse a redéfini ses objectifs de même que les stratégies pour les atteindre.

Cinq points forts peuvent être dégagés de l'intense travail effectué:

1. Eirene Suisse réaffirme sa priorité en faveur du renforcement des capacités de ses partenaires locaux par le biais de la coopération par échange de personnes. Le dispositif des affectations a été repensé à la fois pour mieux valoriser les effets du travail mené sur le terrain par les volontaires, pour tenir compte de l'évolution du volontariat vers une plus grande professionnalisation et afin de mieux préparer les organisations partenaires à accueillir des volontaires.

2. Eirene Suisse souhaite développer des innovations dans le but d'équilibrer les échanges en terme Nord-Sud et de décloisonner la coopération par change de personnes d'une approche orientée uniquement autour de l'envoi de volontaires de longue durée. Les innovations proposées sont des échanges Sud-Nord de longue durée (supérieure à 6 mois), un travail d'échange avec les diasporas en Suisse et le développement d'échanges Sud-Sud.

3. Au niveau thématique, une réflexion approfondie a été menée pour expliciter l'articulation entre les objectifs de promotion de la paix et des droits humains: pour Eirene Suisse, la paix n'est pas l'absence de conflit, mais la capacité des individus et des groupes à vivre ensemble. Le respect des droits humains est donc consubstantiel de la promotion de la paix: il la favorise et en découle. Trois domaines d'actions spécifiques ont été retenus: la «citoyenneté», «identités et migration» et un domaine décliné selon les terrains d'action: «accès aux ressources naturelles» pour l'Amérique centrale, «traumatismes et blessures collectives» pour les Grands Lacs et «développement local» pour Haïti.

4. Des programmes par zone géographique ont été développés. Ils contiennent une analyse du contexte de chaque terrain d'action, les avantages comparatifs qu'Eirene Suisse peut y faire valoir en termes de compétences acquises, la concrétisation des trois domaines d'action ainsi que les aspects de mise en œuvre et les risques.

5. La stratégie de recherche de fonds a été adaptée aux nouveaux défis. Elle s'articule autour de la régionalisation (adhésion des sections cantonales aux différentes fédérations de coopération), la participation décentralisée des différents organes et personnes de l'association, une approche intégrée avec la communication, la fidélisation des donateurs et la diversification des sources de financement.

Ce programme 2013-2016 constitue pour Eirene Suisse un outil précieux pour faire face à l'avenir. Il doit notamment nous aider à répondre au défi principal et existentiel d'Eirene Suisse: trouver les 50% de financement en dehors de l'apport d'Unité-DDC et, dès cette année, équilibrer nos comptes déficitaires ces dernières années.

Jérôme Strobel

Anniversaire



50 ans de coopération par l'échange de personnes !!!

Cette année, cela fera 50 ans qu'Eirene et GVOM, qui ont fusionné en 2010, sont actifs dans la coopération par l'échange de personnes. Combien de volontaires envoyés ou accueillis, combien de moyens investis et de projets réalisés, combien d'aventures et anecdotes, et surtout combien de vies changées?... Eirene et GVOM ont grandi, chacun à sa manière, dans cet univers très particulier de la coopération au développement liée à la promotion de la paix et des droits humains.

Cela avait commencé par le renforcement d'écoles en Haïti et en Côte d'Ivoire ou d'églises au Maroc, puis l'appui à la révolution Sandiniste au Nicaragua et par le soutien à des individus et entités favorables à la paix dans la région des Grands-Lacs. Tant de pays et tant d'activités, mais toujours la même envie de partir, d'échanger et de collaborer; c'était la fougue de la jeunesse !

C'est grâce à toutes ces riches expériences que nous en arrivons aujourd' hui à l'âge de raison: 50 ans!

Le temps faisant, le paysage de la coopération au développement a évolué, Eirene et GVOM également. Nous sommes toujours pleins d'énergies, mais nous nous sommes assagis. Aujourd'hui, nous travaillons dans des zones géographiques précises, que nous connaissons bien et où nous sommes connus; nous collaborons avec des partenaires soigneusement sélectionnés et envoyons des volontaires bien préparés; nous sommes actifs sur des thématiques qui nous sont chères et que nous maîtrisons; nous créons des synergies, favorisons la mise en réseau, diffusons des savoirs, médiatisons nos actions, etc. Bref, nous sommes toujours plein de vie et d'envie !

Tout cela a été, est et sera rendu possible par l'engagement, au Nord comme au Sud, de personnes prêtes à échanger des savoirs et des compétences, mais surtout désireuses de s'investir dans un échange culturel et humain. Nous remercions tous les anciens volontaires qui nous ont aidés à faire grandir ces associations, celles et ceux qui sont encore aujourd'hui sur le terrain ainsi que celles et ceux qui désirent encore partir, et nous les invitons à poursuivre leurs efforts pour que vive encore 50 autres années la nouvelle entité Eirene Suisse!

Patrick Matthey

50 ans, ça se fête !

50 ans de coopération par l'échange de personnes, ça ne doit pas passer inaperçu!
Alors, retenez la date du samedi 26 octobre 2013 et venez faire la fête avec nous à la salle communale de Chéserex (VD).
Anciens ou futurs volontaires, amis de la famille, d'Haïti, de la région des Grands Lacs en Afrique, de l'Amérique centrale et de la coopération par l'échange de personne, venez tous nous rejoindre et partager vos expériences et vos rêves. Un grand repas sera servi, des activités pour les enfants seront organisées, accompagnées par une exposition de photos-témoignages et, surtout, des sketchs présentés par la troupe de théâtre des Rescapés qui nous viendra directement d'Haïti pour l'occasion!
Si vous souhaitez rejoindre le comité d'organisation du 50e, merci de contacter patrick.matthey@eirenesuisse.ch
De plus amples informations sur ces festivités vous parviendront au cours de l'été.
Nous vous attendons très nombreux et nous nous réjouissons de vous retrouver à cette occasion.

50 ans - 50 actions

Même pour son anniversaire, Eirene Suisse continue de promouvoir l'engagement de tout un chacun pour soutenir l'association et la continuité de ses activités en faveur de la coopération par l'échange de personnes. Dans ce cadre, nous avons organisé une campagne intitulée **50 ans - 50 actions** que nous vous invitons à rejoindre en organisant ou en participant, vous directement, à des activités de promotion et/ou de soutien d'Eirene Suisse.

Vous êtes parti à l'autre bout du monde à une époque où internet n'existait pas? Alors pourquoi ne pas faire comme Jacques et ressortir vos vieilles lettres manuscrites pour les partager avec vos amis autour d'un verre? Pourquoi ne pas imiter comme Béatrice qui a organisé un repas avec ses amis au cours duquel une volontaire, Carole, a témoigné de son expérience sur le terrain? A la porte, un chapeau attendait les convives ainsi que leur geste d'encouragement en faveur de l'association? Vous avez des enfants et vous voulez les sensibiliser à ce que ça veut dire «s'engager»? Participez avec nous à l'action journée «lavage de pare-brise de voitures» organisée par un groupe d'anciens volontaires à l'instar de ce que font des milliers d'enfants à travers le monde chaque jour pour subsister; les pourboires seront reversés à Eirene Suisse. Besoin ou envie de participer à un nettoyage de printemps associatif? Ou d'un baby-sitting engagé? D'autres idées?

Bref, engagez-vous et soutenez-nous!
Vous trouverez toutes les infos sur les futurs évènements auxquels vous voulez participer ou que vous souhaitez organiser sur la page Facebook d'Eirene Suisse, ou en contactant le bureau de Genève (info@eirenesuisse.ch, 022 321 85 56).

Bulletin de commande pour la brochure de témoignages sur 50 ans de coopération par échange de personnes Eirene Suisse - GVOM

Je commande .... exemplaire(s) de la brochure au prix de CHF 25.- l'exemplaire (+ CHF 3.- de frais d'envoi)

Nom... **Prénom**..

Rue... **Ville**..

Code postal.. **E-mail**..

Date et signature.. A renvoyer à: Béatrice Dolivo Walliser
Chemin des Ecluses 1, 2502 Bienne, beado@bluewin.ch



Construire la paix ensemble

16 Bd du Pont-d'Arve
1205 Genève
+ 41 22 321 85 56
info@eirenesuisse.ch
CCP : 23-5046-2

**Du Nord au Nord,
du Nord au Sud,
du Sud au Nord,
du Sud au Sud
50 années
de coopération
par l'échange
de personnes**

Voilà 50 années que les premiers volontaires sont partis à la rencontre des habitants des zones défavorisées de notre planète. Parmi quelques centaines de volontaires, cette modeste brochure vous transmet quelques témoignages, impressions et réflexions à propos de la coopération par l'échange de personnes « ici et là-bas »...
Jacky Corthay a été l'initiateur de ce recueil de témoignages… Et c'est grâce aux « permanents » d'hier et d'aujourd'hui qu'il a été possible de retrouver la trace des volontaires qui se sont exprimés. Ils sont plus de 60…

Il ne s'agit pas d'une étude scientifique, mais bien d'un regard « en arrière » de chacun qui nous décrit le chemin parcouru. L'avenir est à construire. Pour la prochaine étape, le plan d'action Eirene 2013-2016 en donne le cap.



Il est l'œuvre de toute l'équipe actuelle - les permanents, le comité – et les volontaires avec la collaboration des organisations partenaires.
Comme par le passé, c'est la somme des dons et contributions (petits et grands) qui déterminera si nous sommes à même de concrétiser l'ensemble de notre programme.

Témoignages recueillis par Jacky Corthay — Impression : Deltagraph Bienne — mai 2013 — Prix indicatif : Sfr 25.-
Mise en pages : Jacques Walliser-Dolivo



Eirene Suisse
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: Pour nous aider à couvrir nos frais de production l'abonnement passe à Frs 20.- 4 parutions par an
Abonnement de soutien: Frs 50.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes**: B. Faidutti Lueber, A. Henry, D. Prieto Merino, F. Tosoni, J. Strobel, P. Matthey
Photos: UNES, FUNOPADEM, N. Rojas, ODESAR
Relecture: B. Faidutti Lueber, J. Strobel, A. Soos
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch

Merci de payer votre abonnement !